

§2. Par dérogation au §1er, il est admis uniquement aux navires de pêche qui sont repris sur la liste 'Licence de pêche Golfe de Gascogne 2022' d'être présents dans la zone-CIEM VIIIa, b à partir du 1^{er} juin 2022.

Afin d'être ajoutés à la liste, visée au premier alinéa, des propriétaires de navires de pêche du GSF, doivent soumettre une demande d'une licence de pêche au service par lettre recommandée ou par e-mail, au plus tard le 8 mai 2022.

§3. A partir du 1^{er} juin 2022 jusqu'au 30 septembre 2022 inclus, il est interdit dans les zones-CIEM VIIIa, b que les captures de sole réalisées par un navire de pêche repris sur la liste, visée au paragraphe 2, dépassent une quantité égale à 21,5 kg, multipliée par la puissance motrice du navire de pêche, exprimée en kW. La situation de la puissance motrice des navires participants au 9 mai 2022 est prise comme base.

§4. En cas de dépassement des quantités de sole, visées au §3, les quantités de sole dépassées par ce navire de pêche sont déduites en double de la quantité de sole allouée à ce navire de pêche pour 2023.

§5. Les navires de pêche figurant sur la liste 'Autorisations de pêche Golfe de Gascogne 2022' sont soumis à une réduction de 5000 kg de sole en mer d'Irlande (zone-CIEM VIIa) pour la période du 1^{er} juillet 2022 jusqu'au 31 octobre 2022 inclus. Ces navires doivent restituer également 5,5 kg/kW dans la zone-CIEM VIII f, g pendant la période du 1^{er} juillet 2022 jusqu'au 31 octobre 2022 inclus.

Pendant une même sortie de pêche dans le Golfe de Gascogne, il n'est admis qu'un seul type d'engin de pêche à bord.

§6. Il est interdit d'effectuer des sorties de pêches mixtes, dépliant des activités de pêche pendant la même sortie de pêche dans les zones-CIEM VIIIa, b ainsi que dans d'autres zones-CIEM.

§7. En cas de non respect des dispositions du §1 ou du §2, la licence de pêche délivrée au navire de pêche, conformément à l'article 28 du présent arrêté, est retirée pour une période de 10 jours consécutifs. En outre, le nombre maximal de jours de navigation est également réduit de 10 jours.

En outre, les navires de pêche qui sont sanctionnés sur la base du premier alinéa ne seront pas autorisés à être présents dans les zones-CIEM VIIIa, b au cours de l'année 2023.

§8. Le quota de minimis pour la sole dans la zone CIEM VIIIa,b est fixé à 10 000 kg de sole. Le seuil, visé à l'article 8, est fixé pour la pêche de sole dans les zones-CIEM VIIIa, b à un maximum de 8% des captures de sole déjà effectuées au cours de la sortie de pêche dans la zone-CIEM concernée.

§9. Un aperçu détaillé des dispositions techniques est communiqué aux armateurs par le service des pêches maritimes avant le début de la campagne."

Art. 2. L'article 23, §3, du même arrêté est complété par un deuxième alinéa, comme suit:

"A partir du 1^{er} juin 2022, la quantité, visée au premier alinéa, est élevée à 200 kg par jour de navigation."

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2022.

Bruxelles, 30 mai 2022.

La Ministre flamande du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,
H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/203112]

18 MAI 2022. — Décret modifiant les décrets du 29 octobre 2015 portant création de fonds budgétaires en matière de routes et de voies hydrauliques, du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière et du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1. — *Modifications du décret du 29 octobre 2015 portant création de fonds budgétaires en matière de routes et de voies hydrauliques*

Article 1^{er}. Dans l'article 4, § 3, du décret du 29 octobre 2015 portant création de fonds budgétaires en matière de routes et de voies hydrauliques, le 11^o est remplacé par ce qui suit :

« 11^o au financement de la sécurisation du réseau routier régional réalisé au travers de dépenses en génie civil, en électromécanique et en achat ou location de matériel; ».

Art. 2. Dans l'article 5 du même décret, modifié par le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, dans le paragraphe 3, les 1^o, 8^o et 9^o sont remplacés par ce qui suit :

« 1^o au financement de la sécurisation du réseau routier réalisé au travers de dépenses en génie civil, en électromécanique et en achat ou location de matériel;

8^o au financement des dépenses de sécurisation du réseau routier en ce compris le traitement d'obstacles latéraux sur voiries régionales via les dépenses en génie civil, en équipements routiers, en services;

9^o au financement des activités et des outils de contrôle routier, en ce compris les outils de traitements administratifs des infractions routières régionales et la perception et le recouvrement des amendes; ».

CHAPITRE 2. — *Modifications du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière*

Art. 3. Dans le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, il est inséré un article 2bis rédigé comme suit :

« Art. 2bis. Le Gouvernement met en oeuvre au sein de ses services une unité dénommée Unité de Contrôle Routier composée des agents qualifiés visés à l'article 14 et des conseillers de poursuite administrative visés à l'article 17. ».

Art. 4. L'article 14 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. § 1^{er}. Les agents qualifiés pour rechercher et constater des infractions aux dispositions du présent décret, ainsi qu'à ses arrêtés d'exécution, sont, sans préjudice des compétences du cadre opérationnel, administratif et logistique de la police fédérale et de la police locale, les agents statutaires ou membres du personnel contractuel, valablement formés, désignés par le Gouvernement, selon les conditions et modalités qu'il détermine.

Les agents qualifiés visés à l'alinéa 1^{er} sont revêtus de la qualité d'agent de police judiciaire.

Le Gouvernement organise la formation des agents qualifiés à l'application du présent décret.

§ 2. Le Gouvernement fixe le niveau de diplôme requis des agents qualifiés. ».

Art. 5. A l'article 15 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 4, au 5°, les termes « pour les agents qualifiés désignés par le Gouvernement » sont abrogés;

2° le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Le Gouvernement peut préciser l'exercice des missions de l'agent qualifié et établir le modèle de carte de légitimation de l'agent qualifié.

Le Gouvernement peut définir les signes distinctifs et autres moyens d'identification des agents qualifiés dans l'exercice de leur fonction et de leurs véhicules. ».

Art. 6. L'article 17 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. § 1^{er}. Les conseillers de poursuites administratives habilités à poser les actions visées au paragraphe 3 sont les agents statutaires ou membres du personnel contractuel, désignés par le Gouvernement, selon les conditions et modalités qu'il détermine.

Les conseillers de poursuite administrative visés à l'alinéa 1^{er} sont revêtus, soit de la qualité d'agent de police judiciaire, soit de la qualité d'officier de police judiciaire.

Le Gouvernement organise la formation des conseillers de poursuite administrative à l'application du présent décret.

§ 2. Le Gouvernement fixe le niveau de diplôme requis des conseillers de poursuite administrative.

§ 3. Pour les infractions sanctionnées au moyen d'amendes administratives en vertu du présent décret, les conseillers de poursuite administrative :

1° ont un devoir et un droit général d'information et peuvent exercer les missions que lui confie le présent décret et ses arrêtés d'exécution;

2° déterminent la politique d'action administrative;

3° jugent de l'opportunité des poursuites administratives et orientent l'action administrative, ou indiquent le motif des décisions de classement sans suite qu'ils prennent en la matière;

4° ont le droit de solliciter les agents qualifiés pour accomplir tous les actes nécessaires à l'exercice de leurs compétences.

§ 4. Le Gouvernement peut préciser l'exercice des missions du conseiller de poursuite administrative et établir le modèle de carte de légitimation du conseiller de poursuite administrative.

Le Gouvernement peut définir les signes distinctifs et autres moyens d'identification des conseillers de poursuite administrative dans l'exercice de leur fonction et de leurs véhicules. ».

Art. 7. L'article 27 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 27. § 1^{er}. Les fonctionnaires d'instance administrative habilités à infliger les sanctions administratives sont les agents statutaires ou membres du personnel contractuel désignés par le Gouvernement, selon les conditions et modalités qu'il détermine.

Le Gouvernement organise la formation des fonctionnaires d'instance administrative à l'application du présent décret.

§ 2. Le Gouvernement :

1° garantit l'indépendance et l'impartialité des fonctionnaires d'instance administrative;

2° fixe le niveau de diplôme requis des fonctionnaires d'instance administrative.

Le fonctionnaire d'instance administrative ne prend pas de décision dans un dossier dans lequel il est déjà intervenu dans une autre qualité ou s'il a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise ou une institution concernée par la procédure.

§ 3. Le Gouvernement peut préciser l'exercice des missions du fonctionnaire d'instance administrative. ».

Art. 8. Dans le même décret, il est inséré un article 58bis rédigé comme suit :

« Art. 58bis. L'article 6, § 1^{er}, 2° à 4°, et l'article 8ter du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques sont abrogés. ».

Art. 9. Dans l'article 59 du même décret, la phrase « Le présent décret entre en vigueur au plus tard le 1^{er} juin 2022 à l'exception des articles 13, 23 et 31 » est abrogée.

CHAPITRE 3. — Modifications du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques

Art. 10. Dans l'article 6, § 1^{er}, du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice des compétences des fonctionnaires de la police fédérale et de la police locale pour l'application des dispositions du présent décret, peut être confiée à des agents régionaux, statutaires ou contractuels désignés conformément au paragraphe 2, le contrôle, la recherche et la constatation des infractions :

1° prévues aux articles 5 et 5bis du présent décret;

2° à la réglementation communautaire telle que définies par l'article 5, 16°, de la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de marchandises par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE)

n° 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route, à cette même loi ainsi qu'à ses arrêtés d'exécution;

3° à la réglementation communautaire telle que définies par l'article 5, 16°, de la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006, à cette même loi ainsi qu'à ses arrêtés d'exécution;

4° aux dispositions du règlement concernant le transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, figurant comme appendice C à la convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) conclue à Vilnius le 3 juin 1999, telle que modifiée, de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route, signé à Genève le 30 septembre 1957, tel que modifié et de l'arrêté royal du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosibles et radioactives, modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 2013;

5° aux dispositions de l'arrêté royal du 2 juin 2010 relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels, tel que modifié. ».

Art. 11. Dans le même décret, il est inséré un article 8ter rédigé comme suit :

« Art. 8ter. Les policiers domaniaux peuvent être commissionnés par le procureur général près la Cour d'appel pour l'application de la procédure faisant l'objet de :

1° l'arrêté royal du 24 mars 1997 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses, à l'exception des matières explosibles et radioactives, tel que modifié;

2° l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route, tel que modifié;

3° de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

4° de l'arrêté royal du 27 février 2013 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de circulation routière des véhicules exceptionnels et modifiant les arrêtés royaux des 24 mars 1997, 19 juillet 2000, 22 décembre 2003 et 1^{er} septembre 2006 relatifs à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions. ».

CHAPITRE 4. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 12. L'article 212 du décret du 17 décembre 2020 contenant le budget général de dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021 est abrogé.

Art. 13. L'article 63 du décret du 15 juillet 2021 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021 est abrogé.

Art. 14. L'article 180 du décret du 22 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 est abrogé.

Art. 15. L'article 181 du décret du 22 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 est abrogé.

Art. 16. L'article 182 du décret du 22 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 est abrogé.

Art. 17. L'article 183 du décret du 22 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 est abrogé.

Art. 18. L'article 184 du décret du 22 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 est abrogé.

Art. 19. L'article 185 du décret du 22 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 est abrogé.

Art. 20. L'article 213 du décret du 22 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 est abrogé.

Art. 21. Le présent décret entre en vigueur le 31 mai 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 18 mai 2022.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

P. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

C. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
C. COLLIGNON
Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT
La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2021-2022.
Documents du Parlement wallon, 916 (2021-2022) N^{os} 1 à 7.
Compte rendu intégral, séance plénière du 18 mai 2022.
Discussion.
Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/203112]

18. MAI 2022 — Dekret zur Abänderung der Dekrete vom 29. Oktober 2015 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen Straßen und Wasserwege, vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit und vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — *Änderungen des Dekrets vom 29. Oktober 2015 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen Straßen und Wasserwege*

Artikel 1 - Artikel 4 § 3 Ziffer 11 des Dekrets vom 29. Oktober 2015 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen Straßen und Wasserwege wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

11° Ausgaben in Verbindung mit der Sicherung des regionalen Verkehrsnetzes durch Aufwendungen für Ingenieurbau, Elektromechanik und den Kauf oder das Mieten von Material;“.

Art. 2. In Artikel 5 desselben Dekrets, geändert durch das Dekret vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit, werden in Paragraph 3 die Ziffern 1, 8 und 9 durch Folgendes ersetzt:

1° Ausgaben in Verbindung mit der Sicherung des Verkehrsnetzes durch Aufwendungen für Ingenieurbau, Elektromechanik und den Kauf oder das Mieten von Material;

8° Ausgaben in Verbindung mit Kosten im Rahmen der Sicherung des Verkehrsnetzes, einschließlich der Beseitigung von seitlichen Hindernissen auf regionalen Straßen mittels Ausgaben in den Bereichen Ingenieurbau, Straßenausrüstungen, Dienstleistungen;

9° Ausgaben zur Finanzierung von Aktivitäten und Instrumenten zur Verkehrskontrolle, einschließlich der Instrumente zur administrativen Bearbeitung von regionalen Verstöße im Bereich des Straßenverkehrs und der Erhebung und Eintreibung von Geldbußen;“.

KAPITEL 2 — *Änderungen des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit*

Art. 3 - In das Dekret vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit wird ein Artikel *2bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *2bis* - Die Regierung setzt innerhalb ihrer Dienststellen eine Einheit mit der Bezeichnung Einheit für Verkehrskontrolle ein, die sich aus den in Artikel 14 genannten qualifizierten Beamten und den in Artikel 17 genannten Beratern für die administrative Verfolgung zusammensetzt.“.

Art. 4 - Artikel 14 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 14 - § 1. Die zur Ermittlung und Feststellung von Verstößen gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse befugten Bediensteten sind unbeschadet der Zuständigkeiten des Einsatz-, Verwaltungs- und Logistikkaders der föderalen und lokalen Polizei die von der Regierung gemäß den von ihr festgelegten Bedingungen und Modalitäten benannten und auf gültige Weise ausgebildeten statutarischen Bediensteten oder Mitglieder des Vertragspersonals.

Den in Absatz 1 genannten qualifizierten Bediensteten wird die Eigenschaft eines Gerichtspolizeibediensteten verliehen.

Die Regierung organisiert die Ausbildung der qualifizierten Bediensteten im Hinblick auf die Anwendung des vorliegenden Dekrets.

§ 2. Die Regierung legt das verlangte Niveau des Diploms der qualifizierten Bediensteten fest.“.

Art. 5 - Artikel 15 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 4, Ziffer 5 wird die Wortfolge "was die von der Regierung benannten, befugten Bediensteten betrifft," aufgehoben;

2° Paragraf 6 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 6. Die Regierung kann die Ausübung der Aufgaben des befugten Bediensteten genauer festlegen und das Muster der Legitimationskarte des befugten Bediensteten festlegen.

Die Regierung kann die Unterscheidungszeichen und sonstigen Erkennungsmerkmale der befugten Bediensteten bei der Ausübung ihres Dienstes und deren Fahrzeugen festlegen."

Art. 6 - Artikel 17 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 17 - § 1. Die Berater für die administrative Verfolgung, die befugt sind, die in Absatz 3 genannten Handlungen vorzunehmen, sind statutarische Bedienstete oder Mitglieder des Vertragspersonals, die von der Regierung gemäß den von ihr festgelegten Bedingungen und Modalitäten benannt werden.

Die in Absatz 1 genannten Berater für die administrative Verfolgung besitzen entweder die Eigenschaft eines Beamten der Gerichtspolizei oder die Eigenschaft eines Gerichtspolizeioffiziers.

Die Regierung organisiert die Ausbildung der Berater für die administrative Verfolgung im Hinblick auf die Anwendung des vorliegenden Dekrets.

§ 2. Die Regierung legt das verlangte Niveau des Diploms der Berater für die administrative Verfolgung fest.

§ 3. Bei Verstößen, die gemäß dem vorliegenden Dekret mit administrativen Geldbußen geahndet werden:

1° haben die Berater für die administrative Verfolgung eine allgemeine Informationspflicht und ein allgemeines Informationsrecht, und sind ermächtigt, die ihnen durch vorliegendes Dekret und seine Ausführungserlasse anvertrauten Aufgaben auszuüben;

2° bestimmen die Berater für die administrative Verfolgung die Politik in Sachen Verwaltungsverfahren;

3° urteilen die Berater für die administrative Verfolgung über die Zweckmäßigkeit von administrativen Verfolgungen, orientieren die Verwaltungsverfahren, oder geben die Gründe an, aus denen sie die Einstellung bestimmter Verfolgungen beschlossen haben;

4° haben die Berater für die administrative Verfolgung das Recht, an die befugten Bediensteten zu appellieren, um alle zur Ausübung ihrer Zuständigkeiten notwendigen Handlungen durchzuführen.

" § 6. Die Regierung kann die Ausübung der Aufgaben des Beraters für die administrative Verfolgung genauer festlegen und das Muster der Legitimationskarte des Beraters für die administrative Verfolgung festlegen.

Die Regierung kann die Unterscheidungszeichen und sonstigen Erkennungsmerkmale der Berater für die administrative Verfolgung bei der Ausübung ihres Dienstes und deren Fahrzeugen festlegen."

Art. 7 - Artikel 27 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 27 - § 1. Die Beamten der Verwaltungsinstanz, die befugt sind, Verwaltungsstrafen zu verhängen, sind statutarische Bedienstete oder Mitglieder des Vertragspersonals, die von der Regierung gemäß den von ihr festgelegten Bedingungen und Modalitäten benannt werden.

Die Regierung organisiert die Ausbildung der Beamten der Verwaltungsinstanz im Hinblick auf die Anwendung des vorliegenden Dekrets.

§ 2. Die Regierung:

1° garantiert die Unabhängigkeit und die Unparteilichkeit der Beamten der Verwaltungsinstanz;

2° legt das verlangte Niveau des Diploms der Beamten der Verwaltungsinstanz fest.

Der Beamte der Verwaltungsinstanz darf keinen Beschluss fassen in einer Akte, in der er bereits in einer anderen Eigenschaft eingeschritten ist, oder wenn er ein direktes oder indirektes Interesse an einem von dem Verfahren betroffenen Unternehmen oder einer von dem Verfahren betroffenen Einrichtung hat.

§ 3. Die Regierung kann die Ausübung der Aufgaben des Beamten der Verwaltungsinstanz näher bestimmen."

Art. 8 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 58bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 58bis - Artikel 6 § 1 Ziffer 2 bis 4 und Artikel 8ter des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes wird aufgehoben."

Art. 9 - In Artikel 59 desselben Dekrets wird der Satz "Das vorliegende Dekret tritt spätestens am 1. Juni 2022 in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 13, 23 und 31" gestrichen.

KAPITEL 3 — *Abänderung des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes*

Art. 10 - Artikel 6 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 2009. März über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes wird durch Folgendes ersetzt:

"Unbeschadet der Befugnisse der Beamten der föderalen Polizei und der lokalen Polizei zwecks der Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets können die regionalen statutarischen oder Vertragsbediensteten, die gemäß Paragraf 2 bestellt wurden, mit der Kontrolle, Ermittlung und Feststellung folgender Verstöße beauftragt werden:

1° Verstöße, die in Artikel 5 und 5bis des vorliegenden Dekrets genannt sind;

2° Verstöße gegen die gemeinschaftlichen Vorschriften nach Artikel 5 Ziffer 16 des Gesetzes vom 15. Juli 2013 über den Güterkraftverkehr und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 zur Festlegung gemeinsamer Regeln für die Zulassung zum Beruf des Kraftverkehrsunternehmers und zur Aufhebung der Richtlinie 96/26/EG des Rates und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1072/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über gemeinsame Regeln für den Zugang zum Markt des grenzüberschreitenden Güterkraftverkehrs, gegen dieses Gesetz sowie gegen seine Ausführungserlasse;

3° Verstöße gegen die gemeinschaftlichen Vorschriften nach Artikel 5 Ziffer 16 des Gesetzes vom 15. Juli 2013 über den Personenkraftverkehr und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 zur Festlegung gemeinsamer Regeln für die Zulassung zum Beruf des Kraftverkehrsunternehmers und zur Aufhebung der Richtlinie 96/26/EG des Rates und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1073/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über gemeinsame Regeln für den Zugang zum grenzüberschreitenden Personenkraftverkehrsmarkt und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 561/2006, gegen dieses Gesetz sowie gegen seine Ausführungserlasse;

4° Verstöße gegen die Ordnung für die internationale Eisenbahnbeförderung gefährlicher Güter, die Anhang C des am 3. Juni 1999 in Vilnius geschlossenen Übereinkommens über den internationalen Eisenbahnverkehr bildet, in seiner abgeänderten Fassung, gegen das am 30. September 1957 in Genf unterzeichnete Übereinkommen über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße, in seiner abgeänderten Fassung, und gegen den Königlichen Erlass vom 28. Juni 2009 über die Beförderung von gefährlichen Gütern im Straßen- und Eisenbahnverkehr, mit Ausnahme von explosionsfähigen und radioaktiven Stoffen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 21. Dezember 2013;

5° Verstöße gegen die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 2. Juni 2010 über außergewöhnliche Fahrzeuge im Straßenverkehr, in seiner abgeänderten Fassung;““.

Art. 11 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 8ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 8ter - Die Domänenpolizisten können vom Generalprokurator beim Appellationshof für die Anwendung des in den folgenden Königlichen Erlassen festgehaltenen Verfahrens eingesetzt werden:

1° Königlicher Erlass vom 24. März 1997 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Beförderung von gefährlichen Gütern im Straßenverkehr, mit Ausnahme von explosionsfähigen und radioaktiven Stoffen, in seiner geänderten Fassung;

2° Königlicher Erlass vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr, in seiner geänderten Fassung;

3° Königlicher Erlass vom 1. September 2006 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Verstöße in Sachen technische Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen;

4° Königlicher Erlass vom 27. Februar 2013 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung von Verstößen von außergewöhnlichen Fahrzeugen im Straßenverkehr und zur Abänderung der Königlichen Erlasse vom 24. März 1997, 19. Juli 2000, 22. Dezember 2003 und 1. September 2006 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Verstöße““.

KAPITEL 4 — *Aufhebende und abschließende Bestimmungen*

Art. 12 - Artikel 212 des Dekrets vom 17. Dezember 2020 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2021 wird aufgehoben.

Art. 13 - Artikel 63 des Dekrets vom 15. Juli 2021 zur ersten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2021 wird aufgehoben.

Art. 14 - Artikel 180 des Dekrets vom 22. Dezember 2021 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 wird aufgehoben.

Art. 15 - Artikel 181 des Dekrets vom 22. Dezember 2021 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 wird aufgehoben.

Art. 16 - Artikel 182 des Dekrets vom 22. Dezember 2021 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 wird aufgehoben.

Art. 17 - Artikel 183 des Dekrets vom 22. Dezember 2021 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 wird aufgehoben.

Art. 18 - Artikel 184 des Dekrets vom 22. Dezember 2021 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 wird aufgehoben.

Art. 19 - Artikel 185 des Dekrets vom 22. Dezember 2021 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 wird aufgehoben.

Art. 20 - Artikel 213 des Dekrets vom 22. Dezember 2021 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 wird aufgehoben.

Art. 21 - Das vorliegende Dekret tritt am 31. Mai 2022 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. Mai 2022

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

P. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

C. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

C. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen,
A. DOLIMONT
Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzung 2021-2022
Dokumente des Wallonischen Parlaments, 916 (2021-2022) Nr. 1 bis 7.
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 18. Mai 2022
Diskussion
Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/203112]

18 MEI 2022. — **Decreet tot wijziging van de decreten van 29 oktober 2015 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake wegen en waterwegen, van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid en van 19 maart 2009 de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein** (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het decreet van 29 oktober 2015 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake wegen en waterwegen*

Artikel 1. In artikel 4, § 3, van het decreet van 29 oktober 2015 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake wegen en waterwegen wordt 11° vervangen als volgt :

"11° de financiering van de beveiliging van het gewestelijk wegennet via uitgaven in civiele bouwkunde, in elektromechanica en aankoop of huur van materieel;"

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 4 april betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid worden, in paragraaf 3, nrs 1°, 8° en 9° vervangen door hetgeen volgt :

"1° de financiering van de beveiliging van het gewestelijk wegennet via uitgaven in civiele bouwkunde, in elektromechanica en aankoop of huur van materieel;

8° de financiering van uitgaven om het regionale wegennet veilig te stellen, met inbegrip van de behandeling van zijdelingse obstakels op regionale wegen door middel van uitgaven voor civiele techniek, weguitrusting en -diensten;

9° de financiering van de activiteiten en controle-instrumenten van de wegenpolitie, met inbegrip van de instrumenten voor de administratieve verwerking van gewestelijke verkeersovertredingen en de inning en de invordering van de geldboetes;"

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid*

Art. 3. In het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid wordt ee, artikel 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 2bis. De Regering richt in haar diensten een eenheid op, genaamd "Unité de Controle Routier" (Eenheid Verkeerscontrole), bestaande uit de bevoegde personeelsleden bedoeld in artikel 14 en de adviseurs bestuurlijke vervolging bedoeld in artikel 17."

Art. 4. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 14. § 1. De bevoegde personeelsleden die bevoegd zijn om inbreuken op de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan op te zoeken en vast te stellen, zijn, onverminderd de bevoegdheden van het operationele, administratieve en logistieke kader van de Federale Politie en de Lokale Politie, de door de Regering aangestelde, naar behoren opgeleide personeelsleden, volgens haar voorwaarden en nadere regels.

De in lid 1 bevoegde personeelsleden hebben de hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie.

De Regering organiseert de opleiding van de bevoegde personeelsleden voor de toepassing van dit decreet.

§ 2. De Regering stelt het vereiste diplomaniveau van de bevoegde personeelsleden vast."

Art. 5. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 4, onder 5°, worden de bewoordingen "voor de bevoegde personeelsleden die door de Regering zijn aangesteld" opgeheven; 2° § 6 wordt vervangen als volgt :

"§ 6. De Regering kan de uitoefening van de taken van het bevoegde personeelslid nader omschrijven en het model voor de legitimatiekaart van het bevoegde personeelslid bepalen. De Minister kan de kentekens en andere middelen ter identificatie van de bevoegde personeelsleden bij de uitoefening van hun functie en van hun voertuigen bepalen."

Art. 6. Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 17. § 1. De in lid 1 bedoelde adviseurs bestuurlijke vervolging die bevoegd zijn om de in paragraaf 3 bedoelde acties te ondernemen zijn statutaire of contractuele personeelsleden, aangewezen door de Regering, volgens de voorwaarden en nadere regels die zij bepaalt.

De in lid 1 bedoelde adviseurs bestuurlijke vervolging hebben hetzij de hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie, hetzij die van officier van de gerechtelijke politie.

De Regering organiseert de opleiding van de adviseurs bestuurlijke vervolging voor de toepassing van dit decreet.

§ 2. De Regering stelt het vereiste diplomaniveau vast voor de adviseurs administratieve vervolging.

§ 3. Voor overtredingen die bestraft worden met administratieve boetes krachtens dit decreet, vervullen de adviseurs bestuurlijke vervolging de volgende opdrachten :

1° ze hebben een informatieplicht en een algemeen recht op informatie en kunnen de opdrachten uitvoeren die hen bij dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn toevertrouwd;

2° zij bepalen het beleid inzake administratieve acties;

3° zij oordelen over de wenselijkheid van administratieve procedures en oriënteren de administratieve actie, of geven de redenen aan voor besluiten van seponering van de zaak die zij in dit verband nemen;

4° zij hebben het recht bevoegde personeelsleden te verzoeken alle handelingen te verrichten die nodig zijn voor de uitoefening van hun bevoegdheden.

§ 4. De Regering kan de uitoefening van de taken van de adviseur bestuurlijke vervolging nader omschrijven en het model voor de legitimatiekaart van de adviseur bestuurlijke vervolging bepalen.

De Regering kan de kentekens en andere middelen ter identificatie van de bevoegde personeelsleden bij de uitoefening van hun functie en van hun voertuigen bepalen.”

Art. 7. Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

”Art. 27. § 1. De ambtenaar van administratieve overheid, gemachtigd om de administratieve sancties op te leggen, zijn de statutaire ambtenaren of de contractuele personeelsleden aangewezen door de Regering, volgens de voorwaarden en de nadere regels die zij bepaalt.

De Regering organiseert de opleiding van de ambtenaren van de administratieve overheid voor de toepassing van dit decreet.

§ 2. De Regering;

1° waarborgt de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid van de ambtenaren van administratieve overheid;

2° bepaalt het vereiste diplomaniveau van de ambtenaren van administratieve overheid.

De ambtenaar van administratieve overheid neemt geen beslissing in een dossier waarvoor hij in een andere hoedanigheid reeds is opgetreden of als hij een rechtstreeks of onrechtstreeks belang heeft in een onderneming of een instelling betrokken bij de procedure.

§ 3. De Regering kan de uitoefening van de opdrachten van administratieve overheid nader bepalen.”

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt een artikel 58bis ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 58bis. Artikel 6, § 1, 2° tot 4°, en artikel 8ter van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein worden opgeheven.”

Art. 9. In artikel 59 van hetzelfde decreet wordt de zin ”Dit besluit treedt uiterlijk op 1 juni 2022 in werking, met uitzondering van de artikelen 13, 23 en 31.” opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen in het decreet van 19 maart 2009 de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein

Art. 10. In artikel 6, § 1, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein wordt lid 1 vervangen als volgt :

”Onverminderd de bevoegdheden van de ambtenaren van de federale politie en de lokale politie voor de toepassing van de bepalingen van dit decreet kunnen de controle, de opsporing en de vaststelling van de volgende overtredingen toevertrouwd worden aan statutaire of contractuele gewestelijke agenten aangewezen overeenkomstig § 2 :

1° de overtredingen bepaald in de artikelen 5 en 5bis van dit decreet;

2° de overtredingen van de communautaire regelgeving zoals bepaald in artikel 5, 16°, van de wet van 15 juli 2013 betreffende het goederenvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoersondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1072/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor internationaal goederenvervoer over de weg;

3° de overtredingen van de communautaire regelgeving zoals bepaald in artikel 5, 16°, van de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoersondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 561/2006, van dezelfde wet en de uitvoeringsbesluiten ervan;

4° de overtredingen van de bepalingen van het Reglement betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen per spoor, opgenomen als bijlage aan Aanhangsel C van het Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer (COTIF), gesloten te Vilnius op 3 juni 1999, zoals gewijzigd, van het Europees verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, getekend te Genève op 30 september 1957, zoals gewijzigd en van het koninklijk besluit van 28 juni 2009 Koninklijk besluit betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 2013;

5° de overtredingen van de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 juni 2010 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen, zoals gewijzigd.”

Art. 11. In hetzelfde decreet wordt een artikel 8ter ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 8ter. De domaniale politie-agenten kunnen door de procureur-generaal bij het Hof van Beroep gemachtigd worden om de procedure toe te passen die als volgt worden geregeld:

1° het koninklijk besluit van 24 maart 1997 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen, zoals gewijzigd;

2° het koninklijk besluit van 19 maart 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen, zoals gewijzigd;

3° het koninklijk besluit van 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

4° het koninklijk besluit van 27 februari 2013 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van overtredingen inzake het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen en tot wijziging van de koninklijke besluiten van 24 maart 1997, 19 juli 2000, 22 december 2003 en 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van sommige overtredingen.”.

HOOFDSTUK 4. — *Opheffings, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 12. Artikel 212 van het decreet van 17 december 2020 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021 wordt opgeheven.

Art. 13. Artikel 63 van het decreet van 15 juli 2021 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021 wordt opgeheven.

Art. 14. Artikel 180 van het decreet van 22 december 2021 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2022 wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 181 van het decreet van 22 december 2021 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2022 wordt opgeheven.

Art. 16. Artikel 182 van het decreet van 22 december 2021 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2022 wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 183 van het decreet van 22 december 2021 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2022 wordt opgeheven.

Art. 18. Artikel 184 van het decreet van 22 december 2021 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2022 wordt opgeheven.

Art. 19. Artikel 185 van het decreet van 22 december 2021 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2022 wordt opgeheven.

Art. 20. Artikel 213 van het decreet van 22 december 2021 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2022 wordt opgeheven.

Art. 21. Dit decreet treedt in werking op 31 mei 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 mei 2022.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
P. HENRY

De Vice-Minister-Présidente en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
C. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
C. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waalse Parlement 916 (2021-2022) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, openbare zitting van 18 mei 2022.

Bespreking.

Stemming.